

# L'approche dogmatique et sectaire de la guerre qu'on doit laisser derrière nous

>>> *Traduction DeepL* <<<

*« Le marxisme a construit un programme scientifique sur les lois qui régissent le mouvement de la société capitaliste, et qu'il a découvertes. C'est une conquête colossale ! Cependant, il ne suffit pas de créer un programme correct. Il faut que la classe ouvrière l'accepte. Mais le sectaire, par nature, s'arrête à la première moitié de la tâche. L'intervention active dans la lutte réelle des masses ouvrières est remplacée pour lui par une propagande abstraite d'un programme marxiste. »*

**Sectarisme, centrisme et Quatrième Internationale. Léon Trotsky, 1935**

## Introduction

Pendant de nombreuses années, l'organisation internationale à laquelle nous appartenions, le CWI, a été l'une des plus grandes organisations trotskistes. Issues des débats idéologiques et des scissions qui ont entouré la Quatrième Internationale après la mort de Trotsky, les idées et les perspectives développées par ce qui était alors la RSL\*/Militant se sont révélées largement correctes pendant un certain temps.

\*Revolutionary Socialist League, à ne pas confondre avec la RSL qui existait avant 1940. La RSL était le nom adopté par l'organisation après la Seconde Guerre mondiale avant qu'elle ne devienne connue sous le nom de Militant.

Au cours des deux décennies qui ont suivi son lancement en 1964, Militant a réussi à transformer son programme en un véritable outil utilisé par la classe ouvrière dans ses luttes, notamment lors des grèves scolaires, de la lutte contre le conseil municipal de Liverpool et de la grève des mineurs de 1984-1985, qui a culminé avec la lutte contre la poll tax.

Quand ces succès de la section britannique ont commencé à s'estomper, d'autres sections, surtout en Irlande et un peu aux États-Unis, ont montré comment intervenir de manière transitoire dans les mouvements ouvriers et remporter des victoires importantes.

À la fin des années 1970 et au début des années 1980, Ted Grant promettait que la révolution aurait lieu dans les 5, 10 ou 15 ans. Cette perspective se fondait sur l'idée qu'après la vague révolutionnaire des années qui ont suivi 1968, la classe ouvrière continuerait à se renforcer, avec un courant révolutionnaire puissant se développant au sein du Parti travailliste et du mouvement ouvrier dans son ensemble, et qu'à un certain stade, le rejet du réformisme conduirait à une nouvelle crise révolutionnaire.

Mais ces perspectives ont perdu leur validité lorsque la vague de révolutions, bien que déformée, dans l'ancien monde colonial, accompagnée de défaites majeures de la classe ouvrière - comme les mineurs britanniques et les contrôleurs aériens américains - a pris fin.

Le capitalisme passait de plus en plus à l'offensive. L'ère d'après-guerre du « consensus » keynésien prit fin avec Pinochet, Reagan et Thatcher, qui menèrent la contre-révolution qui allait plus tard être connue sous le nom de néolibéralisme.

### **Expériences de guerre pendant l'époque néolibérale**

L'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979 a été une grande victoire de propagande pour l'impérialisme occidental. Le CWI s'est officiellement opposé à cette intervention, mais a dit que l'Union soviétique pouvait encore développer la société afghane, qui était en retard, et a donc rejeté les appels au retrait soviétique, qui, selon lui, auraient été un autre coup de pouce à la propagande impérialiste.

En réalité, la société afghane ne s'est pas développée, le fondamentalisme soutenu par les États-Unis a pris pied et le coût de la guerre a gravement affaibli le système soviétique au cours de la décennie qui a précédé son effondrement. Avec le recul, cette approche reposait sur une incompréhension de la mesure dans laquelle la bureaucratie soviétique elle-même avait sapé les avantages de l'économie planifiée.

Si la guerre déclenchée par l'invasion des îles Malouines/Falkland par la junte argentine en 1982 avait duré plus de dix semaines, il y aurait certainement eu un débat au sein de l'organisation sur la position de la section britannique.

Bien que son analyse des causes de la guerre fût formellement correcte – la tentative de la dictature argentine de mettre un terme aux luttes de plus en plus révolutionnaires de la classe ouvrière, qui fut utilisée par Thatcher pour attiser un élan patriotique en Grande-Bretagne –, le programme qu'elle présenta contre la guerre était loin d'être convaincant. Il était motivé par l'opposition au pacifisme d'une partie de la gauche réformiste, en essayant d'appliquer ce qui était en réalité une continuation de la politique de la WIL\*\* pendant la Seconde Guerre mondiale, mais dans une situation complètement différente.

\*\*WIL - Workers' International League - l'un des deux groupes trotskistes qui existaient en Grande-Bretagne pendant la Seconde Guerre mondiale avant leur fusion au sein du RCP.

Il n'a pas soutenu les appels au retrait de la flotte britannique, arguant qu'un tel appel aurait nécessité une grève générale pour être victorieux. Il n'a proposé aucune alternative positive convaincante, si ce n'est d'appeler à l'élection d'un gouvernement travailliste socialiste. La crédibilité de cette position a été sapée par le fait que, bien que la gauche travailliste fût au sommet de son influence, Michael Foot, le leader travailliste - largement considéré comme un « pacifiste » en raison de son soutien de longue date au désarmement nucléaire - a capitulé et a apporté un soutien inconditionnel à la décision de Thatcher d'envoyer la flotte britannique aux Malouines.

Tout en affirmant qu'il fallait mettre l'accent ailleurs en Argentine, il appelait à une mobilisation révolutionnaire totale, y compris l'armement de la classe ouvrière argentine pour renverser le dictateur. Dans ce contexte, cette position était au mieux abstraite et, au pire, difficile à différencier du chauvinisme social de Foot, en particulier en Argentine et dans le reste de l'Amérique latine.

Un an plus tard, une insurrection armée éclatait dans les régions tamoules du Sri Lanka, précipitant un débat international majeur sur la position de la section sri-lankaise, le NSSP. La majorité du NSSP avait des illusions sur l'Inde, qu'elle considérait comme un impérialisme plus « progressiste », une position qui l'avait amenée à saluer l'intervention indienne dans la guerre de libération du Bangladesh en 1971. Cela l'a conduit à soutenir les appels à une intervention militaire indienne dans la région tamoule. Après de nombreuses discussions, le NSSP a fait scission avec le CWI.

Au cours des années 1980, la crise du bloc soviétique, qui pendant des décennies avait été considéré par de nombreux gauchistes, et en particulier par beaucoup dans le monde postcolonial, comme une alternative non capitaliste à l'impérialisme, s'est aggravée. Étranglés par le poids mort de la bureaucratie totalitaire, les régimes se sont effondrés sous la pression des mouvements de masse. Des huit États initiaux, 26 nouvelles nations capitalistes indépendantes ont émergé, accompagnées d'une dépression économique encore plus profonde que la Grande Dépression des années 1930 et, dans de nombreuses régions, de conflits ethniques et civils brutaux.

### **Nouvelle phase du néolibéralisme**

L'assaut néolibéral et les défaites de la classe ouvrière dans ses luttes, combinés à l'effondrement des États « socialistes », ont alimenté une confusion idéologique croissante, puis un recul de la conscience politique de la classe ouvrière.

Les années 1990 ont marqué un tournant qui exigeait une révision radicale des perspectives. Le groupe conservateur et dogmatique autour de Ted Grant, qui niait la nécessité d'un changement, a quitté le mouvement lors de la scission de 1991-1992. Avec le recul, ce qui est resté du CWI, malgré quelques révisions, n'a pas tiré toutes les conclusions nécessaires.

En réalité, le CWI n'a pas su reconnaître la profondeur du recul de la conscience organisationnelle et politique de la classe ouvrière. À son crédit, il a compris le changement qualitatif - la « bourgeoisification » complète des anciens partis ouvriers de masse. Mais elle s'est accrochée à la perspective selon laquelle, à terme, les travailleurs, à mesure qu'ils entreraient en lutte, reviendraient en masse dans les syndicats, formant la base de nouveaux partis ouvriers de masse, et qu'en attendant, nous devions lutter pour une position dans les syndicats, maintenir une présence électorale, aussi insignifiante soit-elle, et nous retrouver finalement à la bonne place pour diriger un nouveau mouvement de masse.

Cette perspective, qui sous-estimait la mesure dans laquelle ce nouvel équilibre des forces de classe avait renforcé l'intégration de l'appareil syndical à la classe capitaliste et à son État, s'appuyait sur une approche de plus en plus « économiste » du travail dans les syndicats traditionnels et dans le mouvement plus large, et la renforçait.

Comme si cela ne suffisait pas, les faiblesses dont le CWI avait hérité de ses premiers fondateurs, notamment son angle mort par rapport aux formes d'oppression, de celle des femmes au colonialisme, ont été exacerbées. On affirmait de plus en plus qu'elles seraient résolues « avec le socialisme ».

Ça a conduit à une stratégie erronée. Plutôt que d'attendre que les structures actuelles se mettent en place, il aurait fallu lutter pour reconquérir et reconstruire les syndicats, dans lesquels les luttes contre l'oppression auraient joué un rôle crucial.

Malgré une série de scissions et de revers, le CWI a survécu aux années 1990 et 2000, en grande partie grâce à l'élan, à l'autorité et aux ressources matérielles qu'il avait acquis dans les années 1980. Les débats autrefois relativement sains sur les perspectives et les tâches ont été remplacés par des analyses superficielles et de plus en plus anglo-centrées, qui ressemblaient davantage à une collection d'anecdotes provenant de chaque pays qu'à une analyse dialectique. Les tâches organisationnelles sont tombées dans la routine.

### **Un autre tournant**

Quand l'époque néolibérale a commencé à reculer après 2008, les tensions au sein du CWI ont commencé à croître, conduisant à la scission et à la formation de l'ISA en 2019. La scission a coïncidé avec le début de la pandémie, qui a accéléré les processus de démondialisation, puis avec l'invasion impérialiste de l'Ukraine par la Russie.

Le changement radical de la situation mondiale a mis en évidence les faiblesses de l'analyse et du programme du CWI/ISA, et, en toute justice, celles de pratiquement toutes les autres organisations qui se réclamaient du marxisme révolutionnaire.

L'approche sectaire qui était déjà apparente dans le rejet par le CWI des questions d'oppression apparaissait désormais clairement dans d'autres aspects de notre travail. L'instinct correct des camarades russes, principalement les plus jeunes, de s'opposer à l'invasion de l'Ukraine par l'impérialisme russe s'est heurté à l'approche dogmatique et sectaire de la majorité de l'ISA. D'importants débats se sont développés sur notre approche de la guerre et sur les revendications à formuler. En opposition au sectarisme de la majorité de l'ISA, la section russe a clairement exprimé son opposition à l'invasion russe, mais tout en soutenant correctement le droit de l'Ukraine à se défendre, elle a franchi une ligne rouge en appelant l'impérialisme occidental à armer l'Ukraine.

Ce qui est devenu de plus en plus évident depuis 2008, c'est que dans les organisations qui ont leurs racines dans les débuts de la CWI – aujourd'hui la CWI, l'ISA et l'IMT (maintenant RCI) –, malgré tous les discours sur la nécessité d'une position indépendante de la classe ouvrière, elles manquent toutes, à un degré ou à un autre, de confiance dans la capacité de la classe ouvrière à jouer un rôle indépendant.

La majorité de l'ISA analyse les événements à travers un prisme « géopolitique », sans comprendre l'importance d'une orientation correcte vers les couches de la classe ouvrière à l'avant-garde de la lutte. L'IMT, issue d'une scission conservatrice du CWI en 1991, a fait un revirement ultra-gauche complet avec son virage « communiste » vers les étudiants.

Aujourd'hui, le CWI s'appuie sur la couche la plus conservatrice de la direction syndicale et de la classe ouvrière [anglaise], reflétant souvent leurs préjugés. [Il recommande même de voter pour le « Parti des travailleurs » de Galloway](#), qui fait campagne sur un programme antiféministe, anti-LGBTQ+ et anti-trans, mettant en avant des revendications racistes telles que « Stop aux bateaux - dur avec l'immigration ». Au moment où on écrit ces lignes,

Galloway est à Moscou avec Alex Jones et Erron Musk [le père d'Elon] pour assister à une conférence soutenue par le Kremlin et dirigée par l'idéologue fasciste Alexander Duggan.

Ils ne comprennent pas que les couches les plus opprimées de la classe ont pris de l'avance sur les couches plus prudentes et conservatrices des sections traditionnellement dominées par les hommes et plus âgées de la classe ouvrière.

Cet échec a été suffisamment préjudiciable dans les pays dotés d'une forte tradition syndicale. Dans les pays où les syndicats sont historiquement très faibles, cela a conduit à une confusion et à une approche de plus en plus sectaire, souvent plus proche d'une théorie du complot que d'une analyse marxiste.

### **Les racines du sectarisme**

Les premiers signes sont apparus lors de l'effondrement de l'Union soviétique. Les partisans de Grant n'ont pas compris à quel point les avantages de l'économie planifiée avaient été détruits par la bureaucratie, ni à quel point les masses, menées par les mineurs, avaient désespérément besoin de changement. Si le soutien de Grant, au moins dans les premières heures, au coup d'État de 1991 contre Gorbatchev avait été maintenu, cela l'aurait placé dans le même camp que les ultra-sectaires de l'époque, tels que les spartacistes et ce qui est aujourd'hui le WSWS, qui, dans la plupart de leurs documents sur ces événements, diffèrent peu des stalinien.

Une décennie plus tard, une grande partie de la gauche a développé cette approche sectaire lorsque les révolutions colorées se sont propagées dans l'ancien bloc soviétique. La conscience politique de la classe ouvrière en Europe de l'Est avait été tellement détruite par l'expérience du stalinisme que les forces de gauche fortes étaient largement absentes, et les explosions de colère contre la pauvreté et le régime autoritaire avaient des caractéristiques fortement interclassistes.

La participation de la classe ouvrière pouvait être assez importante, mais au mieux, elle manquait d'un programme politique clair, et au fil de la décennie, la participation de la classe ouvrière a de plus en plus suivi les forces bourgeoises. En conséquence, les révolutions colorées ont généralement abouti à remplacer simplement une partie de l'élite dirigeante par une autre, le plus souvent alignée sur l'une ou l'autre des forces impérialistes.

Les courants opportunistes de la gauche ont suivi l'opposition bourgeoise libérale, tandis que les ultra-sectaires, avec les stalinien, ont souvent rejeté ces mouvements, les qualifiant de complots menés par l'impérialisme occidental. Ils n'ont pas compris que de nombreux travailleurs et jeunes de la région avaient des illusions sur « l'Occident », généralement sur l'UE, car ils voyaient là un niveau de vie plus élevé et une société plus libre que celle offerte par les dirigeants autoritaires. Les forces de gauche auraient dû intervenir en présentant des revendications démocratiques de manière à contrer les fausses affirmations de l'opposition bourgeoise.

Sans surprise, la position de l'IMT faisait écho à celle des ultra-sectaires. Pendant la révolution « Bulldozer » contre Milosevic en 2006, [elle affirmait](#) que les travailleurs ne devaient pas s'impliquer, laissant l'opposition bourgeoise diriger le mouvement.

À son crédit, du moins dans la première période, le CWI a évité une attitude sectaire, en partie parce qu'il avait des camarades dans la région qui comprenaient la situation. Néanmoins, les premières [déclarations du CWI](#) – par exemple pendant la révolution « Bulldozer » – étaient extrêmement optimistes et partiales, surestimant le rôle clé des travailleurs dans les manifestations, mais ignorant pratiquement le rôle et le danger des autres forces de classe.

### **Le virage du CWI vers la Russie !**

Cependant, malgré ses belles paroles, la position du CWI est devenue de plus en plus abstraite et a commencé à défendre non pas une position de classe indépendante, mais une position basée sur le principe « l'ennemi de mon ennemi (l'impérialisme américain) est mon ami (l'impérialisme russe) ». Il ressort clairement des commentaires faits à l'époque par un membre de l'IS que cela était en partie dû à la crainte d'entrer en conflit avec des dirigeants syndicaux tels qu'Alex Gordon et Bob Crow, avec lesquels la section britannique travaillait à l'époque, ou Steve Hedley, qui a en fait été membre du SP pendant un certain temps et qui ne cachait pas son soutien aux milices pro-russes dans l'est de l'Ukraine.

Après l'Euromaïdan de 2014, lorsque la Crimée a été prise par les forces russes et qu'un référendum a été organisé sous la menace des armes, des divergences plus nettes ont commencé à apparaître.

Des camarades de la région [ont rédigé des rapports](#) dénonçant le rôle hypocrite des deux forces impérialistes et exigeant la fin de toute ingérence impérialiste et intervention militaire en Ukraine et en Crimée. On s'est opposés à la tenue du référendum sous la menace des armes et on a appelé au « droit du peuple de Crimée à décider librement et sans aucune contrainte de son avenir, qu'il s'agisse d'une autonomie renforcée ou de l'indépendance ».

Nous avons appelé à une assemblée constituante démocratiquement élue, représentant toutes les couches de la classe ouvrière, supervisée par des comités élus par les travailleurs, afin que les droits des 300 000 Tatars et autres minorités de la région puissent être garantis, y compris leurs droits linguistiques et religieux. Nous avons déclaré que cela ne serait pas possible sous le capitalisme... »

Pourtant, deux semaines plus tard, l'IS [publiait sa position](#). Elle déclarait avec jubilation : « 96,77 % ont voté « pour » l'intégration et le taux de participation a été de 83,1 %. Des dizaines de milliers de personnes ont célébré ce résultat à Simferopol, la capitale de la Crimée ». Un résultat plus crédible a été révélé plus tard par un article publié sur le site du Kremlin lui-même : à peine 50 % ont voté oui, avec un taux de participation compris entre 30 et 50 %. La déclaration de l'IS expliquait ensuite que le « Parlement à majorité russophone » de Crimée avait d'abord voté pour rejoindre la Russie. L'IS n'a même pas mentionné que ce vote avait eu lieu après que le Parlement élu, qui s'était opposé à la séparation de l'Ukraine, avait été occupé par les troupes russes et que le gouvernement avait été remplacé sous la menace des armes. Lorsqu'un camarade russe l'a fait remarquer lors de l'université d'été du CWI cette année-là, Peter Taaffe s'est emporté.

Bien que cela n'ait pas été immédiatement clair pour de nombreux lecteurs, l'article sous-entendait que, même si le « vote massif de la majorité des Criméens » en faveur de

l'union avec la Russie allait poser des problèmes à l'avenir, c'était une meilleure option que de rester avec l'Ukraine et son gouvernement pro-occidental et d'extrême droite.

Cette impression a été rapidement confirmée après qu'une lettre écrite après la prise de la Crimée par un membre important de la section allemande a été transmise à la section russe. Elle critiquait à juste titre une caricature initialement utilisée par les camarades russes, mais qui avait été rapidement retirée.

Mais l'ensemble de la lettre a été approuvé par le Bureau international du CWI de l'époque [e-mail de BL du 05/03/2014]. Il déclarait :

« La stratégie de Poutine est défensive... Le régime de Poutine ne cherche pas à passer à l'offensive et à s'emparer de toute l'Ukraine. La vérité est que l'UE et les États-Unis ont soutenu le mouvement Maidan et le coup d'État contre Ianoukovitch afin d'étendre leur sphère d'influence sur l'Ukraine et de faire reculer l'impérialisme russe. »

### **Plutôt qu'une analyse de classe, le moindre mal**

Ça montre bien où sont les problèmes de l'IMT, du CWI et de l'ISA. Leur tendance historique à s'éloigner de l'analyse dialectique les a amenés à voir de plus en plus les conflits croissants en Europe de l'Est à travers un prisme géopolitique, en écartant le rôle des masses [le mot « masses » est utilisé ici pour décrire le mouvement plus large avec des éléments de caractère interclassiste] et de la classe ouvrière en tant que force consciente.

À des degrés divers, chacun considère les événements de Kiev en 2014 comme un « coup d'État » ou une conspiration organisée par l'impérialisme occidental. Un coup d'État est généralement compris comme le renversement soudain et violent d'un gouvernement existant, généralement par les forces armées.

Même si on ne doit en aucun cas voir à travers des lunettes roses les événements de l'Euromaidan, dans lesquels l'extrême droite et la bourgeoisie libérale ont joué un rôle important, ceux-ci ont commencé comme des manifestations de masse contre la corruption et un gouvernement de plus en plus autoritaire, et ont dégénéré après que la police a tué des dizaines de manifestants. Le gouvernement a été contraint de démissionner et des élections ont été organisées pour former un nouveau gouvernement.

Il est significatif qu'aucune de ces organisations ne qualifie de coup d'État la prise du parlement criméen par des soldats russes [des troupes niabes qui ont ensuite formé la base du groupe Wagner] et le remplacement forcé du président criméen élu.

Ils parlent correctement de l'expansion de l'OTAN en Europe de l'Est, mais malgré leurs critiques souvent modérées à l'égard du régime de Poutine, ils sous-estiment clairement la politique impérialiste agressive de la Russie et la considèrent en réalité comme un moindre mal.

### **La guerre en Ukraine**

Les articles écrits notamment par Alan Woods sur le site de l'IMT à propos de la guerre en Ukraine montrent à quel point cette organisation est passée d'une « neutralité » sectaire à une position apologétique envers la Russie, sous couvert de phrases révolutionnaires,

considérant la guerre comme étant presque exclusivement le fait de l'Ukraine et des États-Unis.

Aujourd'hui, sur leurs réseaux sociaux, certaines sections du CWI relaient ouvertement et sans critique la propagande pro-russe, par exemple en republiant des déclarations de Tucker Carlson sur la chaîne de propagande du Kremlin « Russia Today » ([\) ou, plus récemment, la conférence de presse du ministre russe des Affaires étrangères Lavrov.](#)

La majorité de l'ISA est issue de la tradition du CWI et, dépourvue même de l'orientation théorique du CWI, a dérivé vers une direction sectaire encore plus extrême. Ses dirigeants parlent du coup d'État mené par les États-Unis à Kiev en 2014 et, dans des articles récents, reprennent l'approche d'Alan Woods, considérant la guerre comme une guerre menée par l'Ukraine et les États-Unis, sans critiquer le moins du monde l'impérialisme russe. Le dernier article de l'ISA sur l'Ukraine, par exemple, utilise 24 fois le mot « impérialiste/isme », principalement en référence aux États-Unis. Il ne qualifie pas une seule fois les actions de la Russie d'impérialistes !

### **Une époque de changements radicaux**

Il faut souligner que le programme n'est pas une entité figée qui se résume simplement à la nécessité d'une révolution socialiste. Il doit être ancré dans l'analyse dialectique des événements actuels, basée sur l'équilibre des forces de classe, développé en dialogue avec la classe ouvrière et en particulier ses couches les plus opprimées et les plus politisées afin de se connecter à la conscience, et comme l'expliquait Trotsky, il doit être expliqué de manière à ce que la classe ouvrière puisse le comprendre et l'accepter.

Les changements brutaux dans la réalité objective, comme le déclenchement de la guerre, mettent en avant le programme et la tactique des organisations révolutionnaires. Malheureusement, nos prédécesseurs ont montré leurs limites.

La majorité de l'ISA a poussé les faiblesses de l'approche analytique du CWI/IMT/ISA à leur conclusion logique. Elle s'est opposée de manière cohérente et dogmatique aux arguments de la minorité de l'ISA selon lesquels l'instabilité que nous observons en cette période de désordre croissant dépendra de l'intervention des masses, en particulier de la classe ouvrière, et pourra être modifiée par celle-ci. Lors de réunions organisées à l'été 2023, des membres dirigeants, soutenus par la majorité de l'ISA, ont conclu que la troisième guerre mondiale avait déjà commencé, que le monde était polarisé en deux blocs clairement définis, et ont écrit dans des articles qu'« il serait erroné de penser que les blocs sont encore fluides, qu'ils ne sont pas encore clairement formés. Ce serait vivre dans le passé » [[Vincent Kolo, juin 2023](#)].

On ne pourrait mieux illustrer comment le dogmatisme s'est profondément enraciné au sein du CWI/ISA. En quelques mois, l'élection de Trump a contraint l'ISA non seulement à faire un virage à 180 degrés dans ses perspectives, mais l'a également plongée dans une spirale descendante, incapable de développer une quelconque forme de programme et de revendications transitoires. Comme le disait Trotsky, ils refusaient de lutter pour des revendications transitoires – c'est-à-dire les intérêts et les besoins élémentaires des masses travailleuses – car pour eux, préparer la révolution signifie se convaincre de la supériorité du socialisme.

En pratique, de l'IMT à la CWI et à l'ISA, derrière les déclarations obligatoires sur la nécessité de prendre le pouvoir et de construire une société socialiste mondiale, leurs articles reflètent leur analyse géopolitique unilatérale. Ils sont dominés par la critique du régime ukrainien, attribuent la responsabilité principale de la guerre à l'impérialisme américain plutôt qu'à l'invasion russe, et dirigent leurs attaques contre d'autres gauches, dont beaucoup ont une position pro-ukrainienne.

Ils sous-estiment la détermination des Ukrainiens à résister à l'occupation russe et surestiment et exagèrent les gains réalisés par le régime russe. Dans leur dernier article, l'auteur affirme que l'Ukraine a perdu « une grande partie des gains réalisés en 2022 ». Quiconque a suivi la guerre sait que c'est complètement absurde. Cela repose sur leur refus de reconnaître l'importance de la question nationale en Ukraine, dont nous parlerons plus loin. La lecture de ces articles donne clairement l'impression qu'ils espèrent une victoire russe plutôt qu'une victoire ukrainienne.

### **Réécrire l'histoire**

L'analyse partielle du rôle de l'impérialisme dans le conflit ukrainien est résumée par le commentaire figurant dans le [dernier article de l'ISA](#), dans lequel ils reconnaissent à contrecœur qu'il y a apparemment seulement « dix ans, la classe dirigeante ukrainienne était déjà divisée entre une aile pro-occidentale et une aile pro-russe. La promotion de cette aile pro-occidentale faisait partie de la volonté acharnée des États-Unis de pousser l'OTAN toujours plus à l'est ». Comme s'il s'agissait simplement d'un processus unilatéral et récent.

La réalité est que depuis que l'Ukraine a obtenu son indépendance il y a plus de trois décennies, elle est le théâtre d'une lutte entre les intérêts économiques et politiques de la Russie et de l'Occident.

Au cours de la première décennie, les années 1990, l'élite dirigeante ukrainienne a maintenu un équilibre entre la Russie et l'Occident, tandis que la Russie entretenait des relations étroites avec l'UE et même l'OTAN, qui utilisait une base aérienne en Russie centrale comme point de transit pour ses opérations en Afghanistan.

Mais c'était la période de l'effondrement de l'Union soviétique et de son État. À la fin de la décennie, l'élite dirigeante russe avait besoin d'un changement de cap. Elle a écarté Eltsine et Poutine est arrivé, avec pour mission de reconstruire un État russe capitaliste fort et d'établir un contrôle impérialiste sur les pays voisins. Il est arrivé au pouvoir à la suite de la deuxième guerre de Tchétchénie. En 2008, la guerre russo-géorgienne a laissé la Russie avec le contrôle de facto de deux régions de la Géorgie.

Avec un nouveau leader et une confiance retrouvée, la Russie a commencé à montrer ses muscles impérialistes. Les tentatives de fraude, de corruption et d'intimidation en faveur du candidat préféré de la Russie lors de l'élection présidentielle de 2004 ont déclenché la révolution orange de 2004/2005. De la même manière, en 2014, l'Euromaidan a éclaté après que le gouvernement a soudainement changé de cap, passant d'une politique pro-européenne à une politique rapprochant les intérêts économiques de la Russie. Dans les deux cas, ces mouvements ont été alimentés par une opposition massive à la corruption et à l'autoritarisme des figures pro-russes alors au pouvoir.

## **Confusion sectaire et question nationale**

Plus important encore, la révolution orange et l'Euromaidan ont été alimentés par l'opposition à la domination de l'Ukraine par la Russie. L'Ukraine a souffert à la fois sous l'empire russe pré-révolutionnaire de 1917, puis sous la dictature stalinienne, en particulier pendant la collectivisation forcée et les purges staliniennes. Il est clair que le désir des Ukrainiens de défendre leur droit à l'autodétermination doit être un élément essentiel de toute analyse dialectique de la situation politique, y compris de la guerre actuelle en Ukraine.

Pourtant, le dogmatisme du CWI/ISA nie de plus en plus la nécessité de comprendre la question nationale en Ukraine. Même le stratège militaire von Clausewitz, pourtant loin d'être marxiste, comprenait l'importance des facteurs psychologiques dans la défense de son foyer et de son territoire contre une invasion étrangère. Cela est bien sûr contredit par l'ISA qui, dans son dernier article, ne manque pas de souligner que « la guerre actuelle en Ukraine n'a que très peu en commun avec une véritable guerre de libération nationale et sociale ».

C'est l'exemple le plus clair de ce à quoi Trotsky faisait référence dans ses [écrits sur l'Ukraine](#) en 1939 lorsqu'il écrivait : « Le sectaire ignore tout simplement le fait que la lutte nationale, l'une des formes les plus labyrinthiques et les plus complexes, mais en même temps extrêmement importantes, de la lutte de classe, ne peut être suspendue par de simples références à la révolution mondiale future. »

Il est clair que pour analyser n'importe quelle guerre, on doit commencer par comprendre l'interaction complexe et dialectique entre les différentes forces impérialistes et les forces sociales motivées principalement par le besoin de défendre leur droit à vivre libres de toute occupation. Comme Trotsky l'a dit dans le « Programme de transition » à la veille de la Seconde Guerre mondiale : « La guerre impérialiste est la continuation et l'aiguïsement de la politique prédatrice de la bourgeoisie... Mais tous les pays du monde ne sont pas des pays impérialistes. Au contraire, la majorité sont victimes de l'impérialisme. »

Pourtant, ignorant ce qu'ont dit Lénine et Trotsky, qui affirmaient que l'approche des marxistes dans les pays oppresseurs doit être différente de celle des pays opprimés, l'approche sectaire d'aujourd'hui se résume à une solution unique pour tous, résumée dans l'appel à « un mouvement anti-guerre internationaliste de masse, centré sur la classe ouvrière, cohérent et opposé à toutes les parties du conflit interimpérialiste » et à « la classe ouvrière pour qu'elle prenne le pouvoir des mains de la classe capitaliste et commence à construire une société socialiste mondiale ».

## **Des revendications justes, une mauvaise approche**

Ces deux revendications sont tout à fait justes et essentielles lorsqu'elles sont présentées dans le cadre d'un programme de transition, et les révolutionnaires doivent faire tout leur possible pour qu'elles soient réalisées. Cependant, lorsqu'elles sont présentées isolément, elles perdent toute leur valeur et reflètent un mélange de pacifisme et de sectarisme.

Cette approche n'est pas due à la paresse, mais, comme on l'a vu dans la déclaration finale sur la guerre en Ukraine adoptée par la direction de l'ISA, il s'agit d'un rejet conscient d'une approche de transition. Si la déclaration est correcte par endroits, elle donne l'impression

qu'une fois la guerre terminée et l'occupation militaire levée, seule la classe ouvrière pourra s'organiser pour résoudre d'autres questions, y compris la question nationale.

Mais ce qui montre que cette impression est correcte, c'est ce que la direction de l'ISA a refusé d'inclure dans la déclaration, en rejetant l'ajout suivant :

*« Une véritable autodétermination pour l'Ukraine, avec le retrait complet de toutes les forces russes, ne peut être obtenue que par une action massive de la classe ouvrière, tant en Ukraine qu'en Russie, ainsi qu'au niveau international, afin de mettre fin aux causes de la guerre, au capitalisme et à sa volonté persistante d'expansion impérialiste. En chassant toutes les forces impérialistes d'Ukraine, une force indépendante de la classe ouvrière s'appuierait sur l'unité des travailleurs, indépendamment de leur nationalité ou de leur langue, et militerait pour la solidarité internationale des travailleurs. Seule une telle approche, garantissant l'égalité des droits linguistiques et le droit à l'autonomie, voire, si nécessaire, à la séparation des régions, pourrait contrecarrer les tentatives des oligarques et des forces nationales/impérialistes et de leurs gouvernements d'utiliser les questions nationales et linguistiques pour diviser la classe ouvrière. De la même manière, un gouvernement ouvrier permettrait au peuple de Crimée de décider de son propre destin sur la base du retrait de toutes les forces militaires et de la tenue d'une assemblée constituante où tous les groupes nationaux de la péninsule seraient représentés. »*

C'est parce que Radek avait utilisé une approche similaire à celle de l'ancienne direction de l'ISA que Trotsky avait suggéré qu'il avait « franchi la ligne qui sépare le marxisme de l'opportunisme, la position révolutionnaire de la position pacifiste ». Radek avait soutenu que tout ce qui était nécessaire pour empêcher ou mettre fin à la guerre était que la classe ouvrière mondiale mette la bourgeoisie sous pression, affirmant que Trotsky avait tort de ne prendre « en considération que la révolution prolétarienne ».

Dans certaines conditions objectives, lorsque la bourgeoisie est affaiblie, les mouvements ouvriers peuvent la mettre sous pression et freiner son action, mais la bourgeoisie finit toujours par reprendre le dessus. Pour mettre fin à la guerre, il faut renverser la bourgeoisie.

Comme Trotsky l'a souligné dans sa [réponse à Radek](#), la fin de la guerre, tout comme le destin d'une Ukraine indépendante, est indissolublement liée à la révolution socialiste mondiale. Mais, disait-il, « cette perspective générale, l'ABC du marxiste », est utilisée par les sectaires « pour faire une recette de passivité temporisatrice et de nihilisme national. Le triomphe de la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale est le produit final de multiples mouvements, campagnes et batailles, et n'est en aucun cas une condition préalable toute faite pour résoudre automatiquement toutes les questions ».

Ça montre clairement le problème avec la façon dont les sectaires posent la question : oui, ils appellent à un mouvement international contre la guerre, oui, ils disent que ça a besoin du socialisme international, mais ils ne proposent aucune stratégie ni aucun programme pour passer de l'un à l'autre. En d'autres termes, ils ne proposent aucun pont sous forme de revendications qui pourrait amener ceux qui sont d'accord avec la nécessité de mettre fin à la guerre à développer les organisations armées de l'approche politique nécessaire pour établir le socialisme.

## **Le défaitisme révolutionnaire mal compris**

Bien sûr, les sectaires se réconfortent en prétendant s'appuyer sur le « défaitisme révolutionnaire » de Lénine, mais ce faisant, ils passent à côté de la leçon essentielle de l'approche de Lénine. Peter Taaffe, par exemple, dans son article de [2014 sur Lénine et la Première Guerre mondiale](#), cite la première formulation du « défaitisme révolutionnaire » de Lénine : « la défaite de la monarchie tsariste et de son armée [...] serait de loin le moindre mal » et, dans [un article ultérieur](#), généralise en disant que cela signifie « préférer la victoire de l'ennemi à celle de son propre camp ».

Mais c'est une déformation grossière et partielle de la position de Lénine. Réalisant que son approche avait été mal interprétée comme signifiant qu'il voulait la victoire de l'Allemagne, Lénine a corrigé cette impression. S'exprimant lors de la Conférence des groupes du POSDR à l'étranger en mars 1915, il a expliqué que le défaitisme révolutionnaire s'appliquait à tous les pays impérialistes.

À cette époque, le POSDR était encore divisé entre bolcheviks et mencheviks. Ces derniers soutenaient le gouvernement russe dans la guerre et abandonnaient le drapeau de la lutte des classes. C'est dans ce contexte que Lénine expliquait que « la lutte contre le gouvernement qui mène la guerre impérialiste ne doit s'arrêter dans aucun pays avant que la possibilité de la défaite de ce pays ne soit ouverte par la propagande révolutionnaire ».

En d'autres termes, Lénine ne prônait pas de manière positive la victoire de l'ennemi ou la défaite de son propre pays, mais affirmait que les révolutionnaires devaient continuer à faire tout ce qui était en leur pouvoir pour renverser leur propre bourgeoisie, **même si cela signifiait** la défaite du pays.

C'est précisément parce que les partisans de Lénine en Russie ont bien compris le « défaitisme révolutionnaire » et ont intensifié leur travail pour construire une alternative révolutionnaire que les bolcheviks ont pu gagner le soutien de la classe ouvrière en 1917.

C'est parce que les sectaires ne comprennent pas ça que les vrais sentiments anti-guerre sont poussés dans une impasse pacifiste déguisée sous des revendications radicales pour un désarmement immédiat et la fin du militarisme.

### **La question nationale pendant la guerre interimpérialiste**

En plus, ne pas analyser les guerres de manière dialectique, en tenant compte de tous les facteurs qui les ont provoquées et de tous les éléments qui les composent, conduit les sectaires à considérer toutes les guerres comme simplement interimpérialistes, sans prêter attention aux intérêts nationaux. Du coup, cette approche prive ceux qui sont en pleine guerre et en plein génocide, en Ukraine ou en Palestine par exemple, de toute capacité d'agir pour défendre leurs droits.

Critiquant Junius [Rosa Luxembourg], Lénine a rejeté avec virulence l'affirmation selon laquelle il ne peut y avoir de guerres nationales à l'époque de l'impérialisme, affirmation qui était « très nuisible sur le plan politique pratique ; elle donne lieu à une propagande stupide en faveur du « désarmement » [...] et à une indifférence encore plus stupide et carrément réactionnaire à l'égard des mouvements nationaux ». Une telle indifférence devient du chauvinisme lorsque les membres des « grandes » nations européennes, c'est-à-dire les

nations qui oppriment une masse de petits peuples et de peuples coloniaux, déclarent avec un air savant qu'« il ne peut plus y avoir de guerres nationales ! ».

Dans ses arguments, Lénine concluait que le parti russe avait raison de s'opposer au slogan « Défense de la patrie » dans la guerre impérialiste, tout en critiquant le parti polonais pour son opposition à la « défense de la patrie en général », y compris dans les guerres nationales. Ceux qui luttèrent contre l'annexion en Belgique, en Galicie, en Arménie ou en Serbie, disait-il, auraient raison d'appeler leur révolte « défense de la patrie », même si elle impliquait la bourgeoisie nationale.

Cela ne signifiait bien sûr en aucun cas se soumettre à la direction de la

bourgeoisie nationale. « Nous devons combiner la lutte révolutionnaire contre le capitalisme avec un programme et une tactique révolutionnaires sur toutes les revendications démocratiques : une république, une milice, l'élection populaire des fonctionnaires, l'égalité des droits pour les femmes, l'autodétermination des nations, etc. Tant que le capitalisme existe, ces revendications – toutes sans exception – ne peuvent être réalisées qu'à titre exceptionnel, et même alors sous une forme incomplète et déformée », poursuivait Lénine.

Les thèses inestimables de Trotsky, « [La guerre et la Quatrième Internationale](#) », publiées en 1934, sont apparues alors qu'une nouvelle guerre interimpérialiste se profilait, un processus qui ne pouvait être interrompu que par la victoire du prolétariat dans n'importe quel pays capitaliste clé ou par la révolution politique en Union soviétique.

Il décrivait avec virulence les « pacifistes plus « révolutionnaires » » qui parlaient d'insurrection pour mettre fin à la guerre, mais ne comprenaient rien à la manière dont la lutte de classe et le parti révolutionnaire nécessaires à une insurrection devaient être construits. Dans les États impérialistes, la tâche stratégique principale des révolutionnaires était de transformer la guerre en guerre civile. Dans les petites nations et en ce qui concerne la question nationale, où la classe ouvrière « n'est pas indifférente à sa propre nation », le parti révolutionnaire doit avertir que le recours aux forces bourgeoises nationales et/ou liées à l'impérialisme conduira à une nouvelle forme d'asservissement et à la démoralisation des masses ouvrières.

### **Rejeter l'approche dogmatique de la guerre**

Il est donc clair qu'une approche non dogmatique de l'analyse de la guerre en Ukraine doit se fonder sur le conflit interimpérialiste évident entre l'impérialisme occidental et la Russie, dans le cadre du conflit mondial plus large qui se déroule actuellement, mais elle nécessite également une compréhension claire du rôle joué par la lutte menée depuis des décennies par le peuple ukrainien pour son autodétermination.

Ça nous amène à la conclusion que, face aux puissances impérialistes ouvertes, y compris la Russie, le « défaitisme révolutionnaire » proposé par Lénine, avec l'utilisation des méthodes de la lutte de classe pour s'opposer aux objectifs impérialistes de l'élite dirigeante et, à terme, renverser les gouvernements impérialistes, est la meilleure approche.

En Russie, ça veut dire bien sûr intensifier tout le soutien au mouvement anti-guerre, que ce soit pendant la première phase des protestations contre la mobilisation ou en soutenant les proches des mobilisés qui demandent que leurs proches puissent rentrer chez eux.

Mais dans un pays occupé par une puissance impérialiste, où il y a une lutte de plusieurs décennies pour une véritable autodétermination, l'accent doit être mis ailleurs : tout programme proposé doit apporter des solutions positives pour construire une véritable alternative indépendante de la classe ouvrière, qui ne faiblisse pas et ne diminue pas la lutte pour l'autodétermination, mais la renforce, en soulignant qu'elle ne peut être obtenue sous la direction de la bourgeoisie nationale ou avec le soutien d'autres forces impérialistes.

Une explication plus détaillée du programme qui pourrait être utile a été présentée dans l'article « Restaurer l'approche révolutionnaire de transition à la guerre », qui a finalement été publié à contrecœur dans le dernier Bulletin international des membres 30a, avant la scission de l'ISA. Une version révisée et mise à jour suit.

### **Qu'est-ce qu'une approche transitoire ?**

Tout en apportant notre soutien et notre solidarité les plus complets à ceux qui luttent contre l'oppression, nous avons aussi la responsabilité de faire tout notre possible pour construire des organisations ouvrières dotées d'une direction révolutionnaire.

C'est nécessaire parce que la seule façon pour l'Ukraine d'être vraiment libre est à travers une lutte révolutionnaire de la classe ouvrière, qui rencontrerait une résistance énorme de la part des puissances impérialistes, mais qui trouverait un écho énorme parmi la classe ouvrière internationale et conduirait à une véritable crise du régime russe, car elle établirait des ponts avec la classe ouvrière russe et lui donnerait la confiance nécessaire pour lutter contre le régime bonapartiste.

Pour garantir le droit de l'Ukraine à l'autodétermination, il est crucial de changer le régime en Russie. Mais changer la figure de proue ne changera pas la nature du régime. Le capitalisme russe est né dans le sang : au cours de sa première décennie d'existence, il a mené deux guerres brutales en Tchétchénie, ainsi que des conflits en Géorgie, en Moldavie et en Asie centrale, sans parler de la répression militaire brutale de son propre Parlement par Eltsine.

Le capitalisme russe n'est qu'une partie intégrante du capitalisme mondial. C'est ce que montre l'approche de l'impérialisme occidental, qui a modulé son soutien à l'Ukraine pour s'assurer que le régime russe puisse rester au pouvoir. Les illusions selon lesquelles l'impérialisme occidental serait « plus démocratique » et opposé à la guerre ont été sérieusement ébranlées par le recours croissant à des méthodes autoritaires et par le soutien de l'impérialisme occidental au génocide des Palestiniens par Israël.

Maintenant que Trump a pris la tête du camp impérialiste occidental, la nature rapace et vulturale de l'impérialisme est révélée à tous. Prêt à traiter avec le Kremlin tout en exigeant l'accès aux ressources naturelles de l'Ukraine, il a montré que l'impérialisme ne soutiendra pas une Ukraine véritablement indépendante.

Une fois de plus, il devient clair que pour vraiment battre le Kremlin – pas juste lui porter un coup dont il pourra se remettre plus tard, peut-être avec un autre leader – mais vraiment se débarrasser de la dictature et du système capitaliste qui l'a créée, il faut une lutte organisée de la classe ouvrière russe.

Ça peut sembler impossible dans les circonstances actuelles, mais c'est la seule façon de battre la clique bonapartiste. Les premiers signes d'un élargissement de la contestation ouvrière ont été observés lors des premières manifestations contre la guerre, puis lors de la mobilisation. Même si la répression pendant la guerre a contribué à réduire le nombre de manifestations sur les lieux de travail, leur nombre en 2025 dépasse déjà celui enregistré en 2024, dont beaucoup sont liées au non-paiement des salaires. Avec de nouvelles attaques contre les droits des femmes et de la communauté LGBTQ+, parallèlement à l'inflation et aux coupes budgétaires, le potentiel pour de nouvelles organisations de travailleurs est évident.

Comme cela est clair depuis le début du conflit et comme la classe ouvrière ukrainienne en prend de plus en plus conscience, la défaite totale de l'occupation russe par des moyens militaires seuls n'est pas possible. Alors que les négociations piétinent, le résultat le plus probable sera une impasse ou un conflit gelé, reportant pour un temps de nouvelles attaques.

Les premiers succès importants obtenus en forçant les forces russes à se retirer de Kiev, Kharkiv, Kherson et ailleurs, combinés à la résistance sanglante et acharnée qui a empêché les Russes de réaliser des gains significatifs dans le Donbass, même au prix de lourdes pertes en vies humaines et en équipement, ont démontré au monde entier la détermination des Ukrainiens à vaincre l'occupation.

Mais cette détermination a été sapée par l'incapacité du gouvernement à mobiliser les ressources industrielles nécessaires, par sa volonté d'accepter des réformes économiques, y compris la privatisation, avec les puissances occidentales, et par la corruption et l'incompétence généralisées à tous les niveaux du gouvernement. Il n'a pas réussi à créer des divisions au sein de la Russie, car son soutien à l'OTAN et le soutien que celle-ci lui apporte ont permis au Kremlin de présenter la guerre comme un combat pour l'existence de la Russie contre l'impérialisme occidental.

C'est parce que l'Ukraine est perçue comme très proche des intérêts de l'impérialisme occidental qu'une confusion a été créée parmi la classe ouvrière internationale et que le soutien à sa lutte contre l'impérialisme russe a été sapé.

Ce serait une toute autre histoire si la classe ouvrière ukrainienne prenait le contrôle de la situation, la classe ouvrière internationale lui assurerait une solidarité maximale, y compris en lui fournissant tout ce dont elle a besoin pour mener une lutte indépendante en défense de ses propres intérêts. Et tout aussi important, un tel gouvernement serait immédiatement attrayant pour des millions de travailleurs et de jeunes russes et contribuerait à construire les forces nécessaires pour renverser le régime russe.

Donc, en Ukraine aujourd'hui, ça veut dire être prêt à traverser une période difficile, à chercher parmi les couches avancées de la classe ouvrière et de la jeunesse qui comprennent la nécessité de rompre avec la bourgeoisie nationale et les chefs militaires, et

qui peuvent s'orienter vers les lieux de travail, les syndicats et les unités de combat pour construire une direction indépendante de la classe ouvrière afin de défier le capital et de vaincre l'occupation russe.

La classe ouvrière ukrainienne a désespérément besoin de syndicats forts et indépendants qui s'opposent à toute détérioration des droits du travail, des salaires et des retraites, ainsi qu'aux coupes budgétaires. Au lieu de la privatisation, les industries clés devraient être nationalisées sous le contrôle des travailleurs, avec l'expropriation des profits de guerre et de la richesse des oligarques russes et ukrainiens, qui servirait à la reconstruction.

Les tentatives de construire une solidarité internationale entre les organisations de la classe ouvrière, en particulier les syndicats, sont très importantes, même si la vision syndicaliste étroite de nombreux syndicats occidentaux, si elle est transférée en Ukraine, limitera les possibilités de changement efficace. Le mouvement ouvrier doit être au centre de la lutte de tous les opprimés, y compris les femmes qui sont confrontées à une exploitation accrue au travail et à la menace de nouvelles violences à la maison, ainsi que les groupes tels que la communauté LGBTQ+.

Il s'agit notamment de veiller à ce que les travailleurs mobilisés dans l'armée ne perdent pas leur emploi et de défendre le droit des soldats à s'organiser de manière indépendante au sein de syndicats et de groupes politiques. Les revendications devraient inclure la fourniture de tout le matériel et de l'équipement de protection nécessaires aux soldats avant leur envoi au front, la limitation de la durée de la mobilisation, l'élection de représentants des soldats pour contrôler les conditions dans les casernes et les tranchées, et l'élection des officiers, des commandants et des spécialistes techniques par des comités de soldats élus démocratiquement.

Alors que les négociations piétinent, tout accord conclu sans le retrait complet des troupes russes est, par définition, un déni du droit de l'Ukraine à l'autodétermination. Au minimum, le mouvement des travailleurs devrait faire campagne pour une transparence totale pendant les négociations autour de la demande du retrait complet des troupes russes sans annexion, de l'expropriation des richesses des oligarques – tant russes qu'ukrainiens – pour financer la reconstruction de l'Ukraine, et de l'annulation de toutes les conditions et remboursements de prêts exigés par l'impérialisme occidental.

Beaucoup de travailleurs dans le monde entier accueilleront favorablement un accord de paix, car il sera considéré comme réduisant les menaces qui pèsent sur l'approvisionnement alimentaire et l'inflation, ainsi que la pression en faveur d'une militarisation accrue.

Mais tout accord fondé sur la nécessité de « forces de maintien de la paix » et de « garanties de sécurité » – qu'elles soient fournies par les puissances occidentales, pour l'instant encore plus libérales, ou par des régimes autoritaires, voire dictatoriaux, comme la Turquie et la Chine – ne réduira pas ces dangers et ne garantira pas une paix durable en Ukraine.

Les socialistes de tous les pays doivent soutenir la lutte du peuple ukrainien contre l'invasion russe et pour son droit à l'autodétermination, sans soutenir en aucune façon les objectifs de guerre des puissances impérialistes.

Aujourd'hui, les gouvernements réduisent les ressources destinées à aider les réfugiés et mettent en place des politiques racistes pour diviser la classe ouvrière. On doit insister pour que les familles qui ont dû fuir soient accueillies, protégées contre les profiteurs, en leur garantissant des conditions de vie décentes, l'éducation pour les enfants et des conditions de travail qui ne soient pas moins bonnes que celles de l'ensemble de la classe ouvrière. Ça veut dire intensifier la campagne unitaire de la classe ouvrière pour garantir un logement décent et des emplois pour tous.

Au lieu d'accepter les affirmations des gouvernements impérialistes selon lesquelles ils aident l'Ukraine par une aide militaire, humanitaire et financière, les socialistes devraient dénoncer les véritables objectifs de ces gouvernements et révéler la nature réelle de l'aide qu'ils fournissent.

La solidarité avec la classe ouvrière ukrainienne doit être exprimée de manière à éviter tout résultat qui renforce les sentiments nationalistes, entraîne une augmentation des dépenses militaires ou renforce le soutien aux partis au pouvoir et aux blocs impérialistes, même si ce n'est que temporairement.

La seule force capable d'arrêter cette guerre et de détruire les conditions qui mènent à de nouvelles guerres, c'est la solidarité internationale des travailleurs, les travailleurs du monde entier unis dans la lutte contre leurs propres classes dirigeantes nationales et, au niveau mondial, contre le militarisme, la destruction de l'environnement, le bellicisme impérialiste et pour remplacer le système capitaliste qui les engendre par une fédération libre et volontaire de sociétés socialistes démocratiques.

Depuis le début de la guerre, la gauche internationale est divisée en deux camps. Une aile, qui soutient l'Ukraine, fait campagne pour que l'impérialisme occidental arme le pays, l'autre, se cachant derrière une position anti-guerre, appelle à la fin de toutes les livraisons d'armes, ignorant le fait que cela ne fait que nuire à l'Ukraine, la Russie disposant de ses propres stocks d'armes. Aucune des deux ne défend une position indépendante, révolutionnaire, de classe.

Les sectaires, fiers de leurs principes « révolutionnaires », commencent leur dialogue avec les travailleurs et les jeunes ukrainiens en attaquant leurs revendications d'aide occidentale, tout comme un sectaire qui, lorsqu'il aborde un piquet de grève, condamne immédiatement les dirigeants de la grève. Toute possibilité de dialogue est rapidement écartée. Les premiers, tout en faisant campagne pour les armes impérialistes, peuvent commencer par mettre en garde contre le rôle de l'impérialisme occidental, mais ils abandonnent rapidement ces mises en garde et créent l'illusion que l'impérialisme occidental est en quelque sorte meilleur.

Une approche révolutionnaire pour entamer un dialogue avec les travailleurs et les jeunes ukrainiens ne commence pas par créer des obstacles inutiles au dialogue, mais consiste à ouvrir la discussion avec des propositions et des revendications qui montrent une voie à suivre dans leur lutte. En soutenant la défense armée de l'autodétermination ukrainienne, il ne faut pas séparer cette question de la nécessité d'une lutte dirigée par la classe ouvrière organisée.

Tant que ça n'est pas le cas, il est tout à fait compréhensible que de nombreux Ukrainiens pensent avoir besoin des armes occidentales pour vaincre l'occupation russe. La réalité objective est que les impérialistes occidentaux enverront des armes à l'Ukraine tant, et seulement tant, qu'il sera dans leur intérêt de tenir la Russie à distance et d'avertir la Chine de s'abstenir d'agir.

Au lieu de ça, on aurait pu montrer une vraie solidarité avec la lutte de l'Ukraine, et de manière bien plus efficace, non pas en suivant les impérialistes, qui n'ont en réalité que peu d'impact sur le volume des armes livrées, mais en menant une campagne militante visant à bloquer tout commerce avec la machine militaire russe : le pétrole actuellement transporté dans des « navires gris » qui accostent à Amsterdam et ailleurs, les microprocesseurs produits par Intel et d'autres entreprises et utilisés dans la plupart des missiles russes. Il a maintenant été révélé que les drones utilisés par la Russie pour bombarder l'Ukraine jour après jour dépendent d'ordinateurs fabriqués aux États-Unis et de systèmes de navigation canadiens.

Une telle campagne aurait contribué à paralyser la machine de guerre russe et à dénoncer l'hypocrisie des puissances occidentales qui soutiennent publiquement l'Ukraine tout en continuant discrètement à aider la Russie à s'armer. Et, contrairement aux actions actuelles de solidarité avec l'Ukraine, elle aurait pu être liée aux tentatives de bloquer les livraisons d'armes destinées à soutenir le génocide israélien. Elle aurait renforcé l'appel de classe à la classe ouvrière russe pour mettre fin à l'occupation, car au lieu de réclamer plus d'armes pour tuer les Russes, les travailleurs ukrainiens auraient pu pointer du doigt les tentatives visant à limiter le nombre d'armes russes pouvant être utilisées pour tuer des Ukrainiens.

En même temps, une telle approche pourrait être liée à une campagne contre les conditions politiques, économiques et même militaires liées aux armes et autres aides fournies par les puissances impérialistes occidentales. Alors que Trump exige l'accès aux ressources naturelles de l'Ukraine, l'UE pousse avidement à la vente de terres à des entreprises étrangères et à la privatisation de l'industrie.

Ça affaiblirait la tendance actuelle à l'escalade de la militarisation et à l'expansion de l'OTAN, et ça montrerait comment les profits des fabricants d'armes sont boostés.

Les travailleurs ne doivent pas payer pour la guerre. On appelle à une action militante contre toute tentative de réduire les emplois, les salaires, les budgets sociaux, pour que toutes les dettes extérieures de l'Ukraine soient annulées et pour que toute l'aide soit gratuite et sans conditions. Les entreprises énergétiques, agroalimentaires et d'armement devraient toutes être nationalisées sous le contrôle des travailleurs et leurs profits horribles expropriés pour faire baisser les prix de l'énergie et des denrées alimentaires.

Si elles sont abordées de cette manière, nos revendications contribueront à dénoncer les objectifs de l'impérialisme et de la bourgeoisie ukrainienne. Elles peuvent s'accompagner d'une explication patiente que les impérialistes ne soutiennent l'Ukraine que pour leurs propres fins, qu'elle n'est pas fiable et qu'ils l'abandonneront lorsque cela leur conviendra.

Ces revendications transitoires créent une base pour la lutte unifiée de la classe ouvrière en Ukraine qui lutte contre l'occupation russe, de la classe ouvrière en Russie qui subit les effets de la guerre et de la dictature, ainsi que de la classe ouvrière des pays de l'OTAN, qui

est confrontée à une militarisation croissante et à des attaques contre ses droits économiques et, de plus en plus, contre ses droits politiques, ainsi que du prolétariat des pays moins développés qui souffre de la pauvreté, de la dictature et des conflits ethniques qui restent l'héritage de la domination impérialiste.

Elles conduisent la classe ouvrière mondiale à la nécessité de s'organiser et de lutter contre le capitalisme et l'impérialisme sous toutes leurs formes, et d'établir une alternative révolutionnaire fondée sur la fin des États-nations réactionnaires, remplacés par une fédération démocratique et volontaire de républiques socialistes.